



SESSION 2005

1/4

ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 3 heures - Coefficient : 1

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une fraude.*

I – COMMENTAIRE DE TEXTE

A l'aide du texte présenté en annexe et de vos connaissances personnelles, vous analyserez le phénomène de mondialisation.

II - QUESTIONS

- **Le marché boursier : fonctions et modalités d'organisation.**
- **Proposer une définition commentée de l'entreprise citoyenne.**

Barème :

I – Commentaire :	13 points
II – Questions :	7 points
- première question :	4 points
- deuxième question :	3 points

ANNEXE

2/4

"Le Sud à plusieurs vitesses"

Par Jean COUSSY, correspondant scientifique du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI).

La première mondialisation, impulsée au XIXe siècle par l'Angleterre, a stimulé très inégalement les pays qui étaient alors "tard venus au développement". [...]

La mondialisation actuelle connaît la même différenciation entre les pays qui cherchent à rattraper les leaders. L'Asie a ses "pays émergents", dont les taux de croissance permettent d'amorcer un rattrapage des pays développés : c'est le cas de la Chine, de l'Inde, de la Corée, de la Malaisie, des pays d'Asie du Sud-Est, qui semblent sortir de la crise, et, ailleurs, peut-être aussi du Mexique, etc. Sur tous les continents, notamment en Amérique latine, des "pays en développement" décollent, mais avec des taux de croissance plus modérés et surtout plus instables que les précédents : Brésil, Argentine, Russie, auxquels il faut ajouter les pays asiatiques qui ont plus de difficultés à sortir de la crise. Enfin, d'autres États, notamment les pays moins avancés, restent freinés par les cercles vicieux du sous-développement, avec des taux de croissance faibles, nuls ou négatifs (les succès en Afrique subsaharienne ne sont pas absents, mais rares).

Alors qu'il y a un siècle, l'attention s'était portée sur les rattrapages et les rivalités entre grandes puissances, aujourd'hui, elle se porte d'abord sur les échecs de croissance, qui concernent les zones les plus peuplées et les plus pauvres. La mondialisation y a des effets pervers. Elle impose des contraintes extérieures (compétitivité et attractivité des capitaux), que de nombreux pays, notamment africains, n'ont pu ou voulu satisfaire. Elle maintient leur spécialisation dans des produits primaires aux prix de moins en moins régulés. Elle crée aussi des opportunités de trafics (drogues, diamants, armes ...) et insère la fraude, la violence et la criminalité locales dans des réseaux mondiaux. Elle suscite des États prédateurs sans créer des administrations efficaces. Mais la mondialisation permet aussi, même dans les pays en échec, une économie informelle dynamique, une croissance non nulle et, avant le sida, l'allongement de l'espérance de vie.

Les pays au développement intermédiaire, eux, connaissent des transformations de leur appareil productif, qui leur permettent de voir la mondialisation comme une opportunité. Ils considèrent désormais les pays riches comme des débouchés, dont ils demandent aujourd'hui à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de réduire les protections. Ils veulent accélérer les transferts de techniques par une lutte contre les brevets (par exemple pharmaceutiques). Ils cherchent à bénéficier des délocalisations d'activités des entreprises transnationales, qu'ils critiquent, mais tentent de séduire : les investissements étrangers ont été décisifs pour la croissance de l'Amérique latine et de l'Asie.

Simultanément, la mondialisation a des effets pervers sur ces croissances qui, comme au XIX^e siècle, sont à la merci de déficits extérieurs, d'endettements excessifs, de sorties de capitaux et de mises sous tutelle étrangère (ajustements structurels¹). Comme au XIX^e siècle, les pays qui ont réussi (le Brésil, la Malaisie...) sont toujours ceux qui ont fait le tri entre les effets positifs et les effets pervers, en combinant ouverture et protection, libéralisation et interventions de l'État.

Utilisant les mêmes stratégies complexes de mélange d'actions publiques et privées, les pays émergents, notamment asiatiques (Corée du Sud, Taiwan...) ont connu une croissance accélérée. En s'y ralliant, la Chine et l'Inde ont, elles aussi, bénéficié de taux de croissance sans précédent (jusqu'à 13 % ou 14 % pour la première et 6 % ou 7 %, pour la seconde). Elles se muent en de nouvelles grandes puissances. [...]

D'après la théorie économique dominante, la rencontre sur le marché international de pays aux niveaux de développement différents devrait avoir tendance à faire converger les revenus du capital et du travail entre le Nord et le Sud. Ce qui signifie que la mondialisation libérale devrait provoquer, dans les pays riches, une baisse des revenus du travail (concurrence du Sud) et une hausse des revenus du capital (placé dans les pays qui en ont besoin). Et inversement, dans les pays pauvres, une hausse des revenus du travail et une baisse des revenus du capital (devenu abondant).

La rémunération du capital s'est bien élevée dans les pays riches. Sa baisse dans certains pays pauvres est une tendance observable, parfois avec de trop fortes entrées de capitaux qui se terminent en crise financière. Mais les transferts financiers vers les plus pauvres restent freinés par le fait que les investisseurs les considèrent comme des territoires à risque. Ils tendent alors à polariser leurs financements sur quelques pays émergents, voire même pour les autres pays à rapatrier leur épargne vers le Nord.

La rémunération du travail dans les pays pauvres s'est bien élevée lorsque le volume de la population sans emploi salarié s'est réduit ou, processus moins libéral, lorsque des syndicats sont apparus (comme en Corée du Sud). Mais dans les pays à forte réserve de main-d'œuvre, la hausse de la demande de travail se traduit plutôt par davantage d'emplois que de salaires. Et la mondialisation s'étendant toujours plus loin à la recherche de régions à bas salaires, ces derniers peuvent même diminuer avec une plus grande pénétration de l'hinterland².

Il en résulte bien une pression à la baisse sur les salaires des pays riches, comme le prévoyait la théorie libérale. Mais les commentateurs libéraux, paradoxalement, minimisent aujourd'hui cette vérification de leur propre théorie. Ils soulignent que la pression sur les salaires vient peut-être surtout de la concurrence entre pays riches (concurrence qu'ils recommandent par ailleurs comme un aspect positif de la mondialisation libérale). Ils notent, ce qui est plus cohérent, que, faute de flexibilité des salaires, la concurrence peut réduire l'emploi ou inciter à sa précarisation, contraignant à un choix entre baisse des salaires et chômage, qui amène à se poser la question de l'économiste américain Dani Rodrik : "*La mondialisation est-elle allée trop loin ?*"

¹ Ajustement structurel : politique demandée par le FMI et la Banque Mondiale aux pays qui souhaitent recevoir leur aide financière.

² Hinterland : aire d'influence d'une ville

Enfin, ils rappellent que chômage et baisse des salaires peuvent être évités par une hausse de la productivité, de la qualification du travail et des reconversions vers de nouvelles activités, toutes adaptations qui demandent du temps, ce qui rejoint la question de l'économiste français Pierre-Noël Giraud : "*La mondialisation va-t-elle trop vite ?*". Et cela d'autant plus qu'avec l'arrivée de la Chine, la mondialisation risque d'aller encore plus loin et encore plus vite.